

ALINE ROBERT La journaliste publie une enquête sur les fraudeurs du CO₂

« UNE FAILLITE RÉPUBLICAINE »

WILLIAM MOLINIÉ

Aline Robert, ancienne journaliste à *La Tribune*, est une des premières en France à avoir enquêté sur la fraude à la TVA concernant le marché du carbone (*lire ci-dessous*). Des escrocs se sont emparés de milliards d'euros que l'Etat peine aujourd'hui à récupérer. Dans un livre à paraître jeudi, *Carbone connexion*, elle dénonce l'attentisme des administrations françaises.

Comment l'Etat a-t-il pu laisser passer près de deux milliards d'euros de manque à gagner ?

Les administrations ont tardé à comprendre. Même la Caisse des dépôts, qui a vu des flux d'argent étonnants entre avril 2008 et juin 2009 partant vers des paradis fiscaux, n'a pas réagi. Elle aurait pu bloquer les comptes des fraudeurs et arrêter les transferts d'argent. Elle ne l'a pas fait et s'est contentée d'alerter Tracfin (organisme du ministère des finances chargé de la lutte contre le blanchiment). Il y a un problème de responsabilité des administrations aujourd'hui en France. On a laissé s'organiser un crime, qui, au départ, était désorganisé.

« L'Etat est dépassé par ces montants délirants et peine à récupérer l'argent de la fraude. »

Quelles leçons en tirer ?

Tout le monde sait que sur certains biens immatériels, l'avance de la TVA par l'Etat reversée aux entreprises est très périlleuse. Chaque année, en Europe,



V. WARTNER / 20 MINUTES

Aline Robert dénonce l'attentisme des administrations françaises.

100 milliards d'euros partent dans la poche des fraudeurs. Sur des produits comme le gaz, l'électricité ou le carbone, la TVA doit être payée par l'acheteur et non le vendeur. Il faut par ailleurs mieux former la police, qui connaît mal la vie économique, alors que les principales mafias se sont tournées vers la criminalité financière. Cela étant, je ne veux pas dédouaner les fraudeurs qui sont des bandits de grand chemin.

Que révèle l'ampleur de cette fraude sur notre système économique ?

C'est une faillite républicaine. Une inadvertance qui a coûté très cher. L'Etat est complètement dépassé par ces montants délirants et peine aujourd'hui à récupérer l'argent de la fraude, réinvesti à l'étranger. Michel Neyret [l'ex-commis-

saire lyonnais qui a été révoqué vendredi] a été corrompu par des acteurs de la carambouille. Et ça continue. Cet argent est désormais réinvesti sur des arnaques dans le gaz ou l'électricité en Europe de l'Est, ou encore dans les télécoms.

Le sujet est sensible à Bercy.

Le changement de gouvernement a-t-il fait évoluer les choses ?

Pas vraiment. Car au sein de l'administration, ce sont les mêmes qui sont restés. Ils ne veulent pas se remettre en question et n'ont pas vraiment pris conscience du problème. La fraude à la TVA dans son ensemble, c'est 10 milliards d'euros par an en France. Il serait tout de même temps de s'y intéresser. Surtout à l'heure où l'Etat cherche à faire des économies. ■

L'arnaque au CO₂ était la plus rentable du moment

Surnommée par les escrocs « la Lady Gaga des affaires », l'arnaque est au départ une banale fraude à la TVA. Entre avril 2008 et juin 2009, près de deux milliards d'euros ont été détournés dans l'Hexagone sur la bourse du carbone, créée pour que des sociétés peu polluantes puissent revendre leurs quotas de CO₂ à des entreprises qui en émettaient trop. Les fraudeurs ont acheté hors taxes ces quotas de carbone dans un autre pays européen et les ont revendus TTC en France. Seulement, au lieu de reverser la TVA à l'Etat français, ils l'ont empochée et transférée en sécurité

dans des paradis fiscaux, sans laisser de traces. *Carbone connexion* est l'histoire de cette fraude qui, selon Aline Robert, a représenté entre 10 et 20 milliards d'euros de manque à gagner pour les Etats européens. La journaliste a rencontré plusieurs fraudeurs. « Au début, c'étaient des petits escrocs, qui faisaient un peu de coke ou de blanchiment », précise-t-elle. Mais rapidement, les sommes générées deviennent astronomiques. Corses, Basques ou encore Géorgiens se mêlent à l'arnaque la plus rentable du moment. Une centaine de personnes graviteront autour de l'escro-

querie. L'enquête d'Aline Robert se lit comme un polar au fil duquel les meurtres et règlements de comptes liés à cette fraude se succèdent. De son côté, Bercy, qui se refuse toujours à commenter l'affaire, n'a pas répondu à nos sollicitations. ■ W.M.

* *Carbone connexion*, Aline Robert, Editions Max Milo, 221 p., 18 €.

